

SERVICE APRES VOTE

Compte rendu du Conseil de Paris et du Conseil Régional Ile-de-France

Refusons la candidature de Paris aux Jeux Olympiques !

Jeux olympiques : que les citoyens se rassurent, ils seront consultés sur la couleur des gradins ! Voilà à peu près l'engagement pris par Anne Hidalgo, qui a décidé unilatéralement de présenter la candidature de Paris aux JO 2024, refusant d'engager auparavant un référendum ou une large consultation populaire. Quel déni démocratique !

Pourtant, ces JO sont très contestables : ils sont avant tout un cadeau aux multinationales, qui vont bénéficier d'avantages fiscaux très importants, signer de juteux contrats de partenariat avec l'Etat et saturer l'espace de pub.

Les JO sont une ruine pour les peuples. En Grèce, ils ont coûté 20 milliards d'euros et ont aggravé la crise économique, à Londres le montant initial a été multiplié par trois, et aucun effet en matière de hausses de salaire ou d'emploi durable n'a été observé !

Les installations sportives dédiées aux JO sont à l'opposé des besoins de la population. Pour encourager la pratique du sport, au lieu d'équipements gigantesques

qui ne resserviront pas, construisons des équipements de proximité, notamment dans les quartiers les plus mal dotés.

Aujourd'hui, l'État multiplie les coupes budgétaires mais serait favorable à l'organisation des JO ? Au lieu des villages olympiques à usage unique et dont la reconversion coûte très cher, exigeons un investissement public au service des besoins sociaux et environnementaux : du logement social, des services publics et l'amélioration des transports en communs.



Pour un Paris écologique !

Paris s'est engagée à investir pour développer le vélo. Mais on ne prête qu'aux riches. La ville subventionne l'achat d'un vélo électrique et d'un vélo cargo, qui coûtent trop cher pour être accessibles à tous, mais ne subventionne pas l'achat d'un simple vélo !



Pire, ces aides ne sont soumises à aucune condition de revenus ! La majorité municipale a refusé également de s'engager pour rendre gratuits et financer sans pubs ni sponsoring les "Petit's Vélibs", vélos pour enfants.

Concernant la lutte contre la pollution, nous demandons que soient mises en place la gratuité des transports en commun et la circulation alternée bien en amont des pics de pollution, dès que les seuils d'information sont franchis. Mais la Maire de Paris, le Conseil régional et le gouvernement n'agissent toujours pas contre la pollution, qui est pourtant un problème de santé publique



Danielle Simonnet



Eric Coquerel

Chaque mois, **Danielle Simonnet**, conseillère de Paris et **Eric Coquerel**, conseiller régional Ile-de-France vous présentent le compte rendu des séances.

Retrouvez toutes leurs interventions sur

daniellesimonnet.fr
frontdegauche-alters.fr

Contactez-nous

Contactez vos Élu-e-s militant-e-s de terrain. La voix d'opposition citoyenne qu'ils incarnent ne peut avoir de portée que si elle s'appuie sur des citoyens vigilants et mobilisés.

@ contact@daniellesimonnet.fr

@ [@Simonnet2](https://twitter.com/Simonnet2)

[daniellesimonnet.fr](https://www.daniellesimonnet.fr)

@ eric.coquerel@iledefrance.fr

@ [@ericcoquerel](https://twitter.com/ericcoquerel)

[eric-coquerel.fr](https://www.eric-coquerel.fr)

Non aux jeux olympiques ! La pétition

Faites entendre votre voix en signant à l'adresse suivante :

<https://www.change.org/p/anne-hidalgo-jeux-olympiques-2024-paris-ne-doit-pas-candidater>



Mais quelle rentrée scolaire nous préparent-ils ?

Le Rectorat prépare une carte scolaire inacceptable pour la rentrée de septembre prochain. Zéro création de postes de remplacement, zéro RASED, 78 fermetures de classes contre seulement 26 ouvertures, seulement une création de classe pour la scolarisation des moins de 3 ans et seulement 5 postes dans le cadre du dispositif "Plus de maîtres que de classes". A cela s'ajoutent la menace de fermeture des Centres d'Information et d'Orientation parisiens et la dégradation des conditions de scolarité dans les lycées du fait du manque de personnels éducatifs. Mobilisons-nous pour l'Education.

Pas d'austérité pour nos bébés !

La Maire de Paris va créer 5000 places en crèche dans la mandature. C'est loin d'être suffisant, tant les besoins sont immenses ! Qui ne connaît la galère de parents, et souvent des femmes, qui peinent à trouver une place en crèche pour leur enfant ? Il faut d'urgence investir dans le développement des crèches municipales et cesser de déléguer la gestion des crèches à des entreprises privées qui pratiquent la précarité sur le dos de nos tous petits ! Enfin, la Ville doit créer plus de postes d'agents dans ces crèches municipales, qui souffrent fortement de sous-effectif.

Pour la reconnaissance des massacres du 8 Mai 1945 en Algérie

Le 8 mai 1945, c'est le jour de l'armistice de la Seconde Guerre mondiale, la victoire contre le nazisme. Mais c'est aussi, en Algérie, le début de la répression sanglante des manifestants anticolonialistes qui réclamaient l'indépendance de l'Algérie. Des dizaines de milliers de morts, assassinés, torturés, exécutés. Sur proposition d'un vœu de Danielle Simonnet, Paris s'est engagé à interpeller le Président de la République pour que la France reconnaisse enfin ces crimes de guerre, 70 ans plus tard. Ce travail de mémoire est nécessaire pour l'amitié franco-algérienne et le renforcement de notre fraternité dans une communauté de destin où toutes les mémoires sont respectées. **Participez au rassemblement de ce 8 Mai à 15h, place de l'Hôtel de Ville.**



La République ne finance aucun culte !

Paris va permettre au Conseil Français du Culte Musulman d'occuper quasi-gratuitement un local (100€/an) soit une aide en nature supérieur à 30 000€. C'est une remise en cause de la loi de 1905 selon laquelle, "la République ne reconnaît ni ne finance aucun culte". L'impôt du contribuable doit servir à financer l'intérêt général, et non les cultes qui relèvent des intérêts privés.

Dans le même temps, les centres sociaux, qui accueillent tout le monde sans distinction, paient des loyers pour 10 000€/an. Nous refusons ces financements contraires à la laïcité, comme les subventions aux établissements privés catholiques et aux crèches confessionnelles loubavitch.

Nos propositions

- Baisse des loyers et construction de logements sociaux
- Refus de la baisse des dotations de l'Etat à Paris
- Retour en gestion publique des services publics cédés à des entreprises privées
- Refus de toute subvention facultative à des établissements privés
- Développement d'espaces de gratuité (transports, pass imagine R, premiers mètres cube d'eau, périscolaire...)
- Une fiscalité plus juste qui taxe le patrimoine et les profits des grosses entreprises
- Le référendum révocatoire des élus à mi-mandat et un budget 100% participatif



Soyons solidaires des agents des équipements sportifs exigeant la revalorisation de la prime dominicale ! Relayons cette pétition citoyenne des usagers ! Scannez ce QR code avec votre smartphone ou rendez-vous sur <http://equipementsportifs.wesign.it/fr>